

# Géorgie : du Caucase aux Balkans - un ordre mondial instable

lundi 8 septembre 2008, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2008).

**Le choix de Moscou de bombarder la Géorgie et sa façon de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie ont « emprunté » à Washington ses méthodes et son discours - ce que ne veulent pas convenir les défenseurs des double standards, répétant à l'envi que le Kosovo n'est pas l'Ossétie. Mais il n'y a pas de quoi se réjouir : si Poutine aide à ce que s'affirme un monde multipolaire, aucune alternative progressiste n'émerge.**

Sommaire

- [Les sociétés derrière la \(...\)](#)
- [Les incertitudes d'un ordre](#)
- [Encart : petits Etats et \(...\)](#)

L'offensive lancée le 7 août par le président géorgien Mikheïl Saakachchvili contre l'Ossétie du Sud est généralement décrite, pour le moins, comme une bétise – au vu de l'écrasante victoire militaire russe. Pourtant, selon le chercheur canadien Michel Chossudovsky, « *il est évident que l'attaque géorgienne du 7 août dernier en Ossétie du Sud avait été soigneusement planifiée* ». Il nous rappelle, en effet, que « *les attaques contre l'Ossétie du Sud sont survenues une semaine après que les États-Unis et la Géorgie aient terminé leurs imposants exercices militaires (du 15 au 31 juillet 2008). Les attaques ont également été précédées par d'importantes réunions au sommet organisées sous l'égide du GUAM [Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie], une alliance régionale militaire parrainée par les États-Unis et l'OTAN* », et qui s'est réunie début juillet. Son objectif stratégique est la « *protection* » des routes de l'énergie contournant la Russie pour affaiblir celle-ci.

Les liens noués entre le dirigeant géorgien et les États-Unis, depuis notamment la « révolution des Roses » de 2003 qui l'a porté au pouvoir, et la présence avérée de forces militaires étasuniennes (et israéliennes) en Géorgie excluent en effet que l'offensive de Tbilissi ait été ignorée à Washington... La perspective d'une intégration de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, bien que différée au récent sommet de l'Alliance en avril pour être rediscutée en décembre prochain, accroîtrait encore la perte de pouvoir de la Russie dans une Communauté des États indépendants (CEI) moribonde où les États-Unis n'hésitent plus à intervenir directement. Sauf que, en l'occurrence, Washington n'a manifestement pas fait le choix de s'impliquer sur le terrain des affrontements. La défaite infligée à l'armée géorgienne rejaillit évidemment sur la crédibilité de son soutien militaro-politique. Seul effet militaire immédiat de l'offensive russe : le rappel de soldats géorgiens mobilisés en Irak pour qu'ils défendent leur pays (avec 2000 soldats, la Géorgie est la troisième force militaire d'occupation de l'Irak après les États-Unis et le RU)...

La tentative géorgienne de reprendre par la force le contrôle de l'Ossétie du Sud, le 7 août 2008, a bouleversé un équilibre instable. La riposte de Moscou dont les troupes étaient présentes, notamment au sein de « forces d'interposition », reconnues par l'ONU, depuis les conflits des années 1990, va bien au-delà du contrôle de ces régions. Elle marque un tournant dans sa capacité à défendre ses ambitions de grande puissance face à ses « voisins proches », appuyées notamment sur

le contrôle des routes de l'énergie.

## **Le Kosovo n'est pas l'Ossétie répète-t-on à l'envi, dans une logique de double standards**

Les contorsions opérées pour dire que les bombardements de Moscou et la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie et de l'Abkhazie n'ont rien à voir avec « les frappes » de l'OTAN (humanitaires ?) et la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo sont affligeantes, quelques soient les évidentes différences, généralement exagérées par ce que furent les clichés médiatiques dominants. En fait, il faudrait au contraire prendre le temps de revenir, avec un jeu de miroir, sur la comparaison des conflits balkaniques et caucasiens. On y verrait à l'œuvre, pour l'essentiel, les doubles standards manifestes, concernant bien des points communs.

L'URSS n'était pas la Yougoslavie. Mais ici et là la décomposition du système social et de la fédération a partout produit des conflits sanglants là où des communautés minoritaires se trouvaient piégées au sein de nouveaux Etats-nations « unitaristes » faisant jouer le rôle dominateur de la majorité ethnico-nationale pour contrôler un territoire et ses richesses. Et en l'absence d'une telle majorité, la Bosnie-Herzégovine, fut soumise à un terrifiant dépeçage par ses voisins...

Dans le récent conflit, Moscou a « emprunté » à Washington son discours et ses méthodes - sans avoir, évidemment, la force d'un impérialisme mondial -, avec des similarités allant au-delà de ce qu'on veut bien nous dire ou se rappeler... L'une et l'autre puissance ont prétendu protéger (et en fait instrumentalisé pour leurs fins) les peuples menacés par l'émergence de nouveaux Etats indépendants, en se jouant du « droit international ». Mais il est faux pour l'une comme pour l'autre d'affirmer que l'indépendance de leurs « protégés » respectifs, était le choix de base, évident et initial. Ce choix-là - quoi qu'on pense des méthodes utilisées - provient des populations concernées, au Kosovo, comme en Ossétie ou Abkhazie. Il n'était pas fatal, mais dû aux politiques de domination infligées aux peuples concernés. Mais la proclamation puis la reconnaissance de l'indépendance, pour les Albanais du Kosovo comme pour les Ossètes du Sud n'est pas encore la souveraineté et encore moins le bien-être. Dans les deux cas, ils se confronteront à leurs puissants protecteurs...

Les scénarios n'ont pas été les mêmes, mais la substance est proche. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, régions autonomes de Géorgie, ont vu leur statut remis en cause par Tbilissi lors de l'indépendance de la Géorgie au tournant des années 1990 - comme le Kosovo a vu le sien remis en cause par Belgrade (et les Serbes en Croatie par la régression au statut de minorité menacée). Mais l'Occident a valorisé le « démocrate » Eltsine, se taisant sur sa sale guerre en Tchétchénie (les Tchétchènes... et le Kosovo dotés seulement d'un statut d'autonomie, ne faisaient partie des cas où le droit d'autodétermination était reconnu. Mais Belgrade n'a jamais mené au Kosovo la sale guerre de Tchétchénie... Boris Eltsine n'a pas reconnu l'indépendance proclamée par l'Abkhazie et par l'Ossétie du Sud après l'abolition de leur statut par le pouvoir géorgien en 1992. Mais, dans le cadre du gel du conflit, l'ONU et l'OSCE lui ont donné les pleins pouvoirs d'inscrire ses forces armées au sein de « forces d'interposition » dans ces régions sécessionnistes après des affrontements d'une grande violence de 1991-1993 faisant plusieurs milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés.

Moscou a exploité ces conflits pour établir ses propres bases, à l'appel des Abkhazes (musulmans représentant moins de 20% du territoire de leur république auto-proclamée qui a connu un vaste nettoyage ethnique des non Abkhazes) et des Ossètes (chrétiens orthodoxes parlant une langue proche du persan). Mais si elle avait fait le choix de bénir et soutenir pratiquement les forces séparatistes, elle n'a jamais soutenu le projet d'unification des Ossètes. Et comme Washington au Kosovo jusqu'à récemment, Moscou se contentait bien du gel du conflit, sans reconnaître l'indépendance des républiques sécessionnistes, mais avec présence au sol de ses troupes avec l'aval de l'ONU : une telle posture lui a permis de se présenter comme défenseur des frontières et du droit international aux côtés de Belgrade, contre l'indépendance du Kosovo en février 2008... Moscou a-t-

elle piégé Tbilissi en lui « laissant croire » qu'elle choisissait la cause de Belgrade contre celle de l'Ossétie ?

C'est en tout cas une incertitude du choix russe. De même les états-majors étasuniens étaient-ils loin d'être unanimes sur l'opportunité de l'offensive géorgienne, tant ils n'étaient pas prêts à la soutenir militairement. D'où une éventuelle ambiguïté des « signaux » reçus à Tbilissi laissant une part non négligeable de décision autonome au dirigeant géorgien : c'est parce qu'il était lui-même confronté à une contestation croissante de son pouvoir, et sans doute convaincu d'un soutien occidental et notamment étasunien (après les manœuvres militaires de juillet) devant le fait accompli, que Mikheïl Saakachvili a cherché par cette croisade contre les régions sécessionnistes, à regagner un peu de popularité.

### **Les sociétés derrière la géo-stratégie**

Il faut revenir à ce qui est généralement tu dans les commentaires centrés sur les enjeux géo-stratégiques : ce qui se passe au plan social et sociétal... C'était déjà la combinaison d'une politique « unitariste » et raciste contre les régions autonomes puis de la corruption galopante du régime Chevarnadze (ex-communiste au pouvoir dans le nouvel Etat indépendant) qui était à l'arrière-plan intérieur de la « révolution des roses » de 2003. Que l'opposition (comme dans les autres « révolutions colorées » - et celle, sans couleur, de Belgrade en 2000) ait été massivement financée par la CIA moyennant un discours pro-occidental, ne supprime en rien la part de mobilisation populaire réelle de ces pseudo-révolutions. Leur aspect superficiel et instrumentalisé de l'extérieur, explique néanmoins que la corruption des nouveaux « parvenus » ait été ensuite partout massive, renforcée par les politiques clientélistes de privatisation. Les « démocrates » désignant ceux que soutiennent les puissances occidentales, n'ont ainsi nulle part été bien solides...

Edouard Chevarnadze avait été obligé d'accepter la présence russe dans les régions séparatistes - parce qu'on l'a dit, elle était légitimée par l'ONU et l'OSCE... Mais la montée d'un pouvoir fort à Moscou avec Poutine depuis le nouveau millénaire et la croissance russe retrouvée depuis 1998 ont infléchi les choix de Washington : les régions séparatistes étaient le cheval de Troie de Moscou dans cette zone stratégique où devaient passer des oléoduc et gazoducs contournant la Russie... Mikheïl Saakachvili a monnayé ses ouvertures par l'envoi de ses troupes en Irak. Mais cela ne lui donnait pas de légitimité intérieure. Les élections de novembre 2007 ou de probables fraudes ont été assorties de répression, demeurent contestées par son opposition.

L'engrenage des tensions avec les régions sécessionnistes et Moscou s'est accompagné du renforcement des liens avec les Etats-Unis dans le contexte de scandales récurrents politico financiers et - depuis 2004 - d'accentuation du cours néolibéral : privatisation de plus de 1800 entreprises entre 2004 et 2008 avec projets d'étendre cette logique vers les universités et la santé... Comme partout (et comme en Russie, notamment où se mène le même type de politiques sociales) la grande masse de la population se retrouve perdante. Pour atténuer les mécontentements, le régime géorgien (là encore, comme à Moscou, avec d'autres moyens...) a cherché dans une fuite en avant guerrière et nationaliste à se refaire une popularité... L'examen attentif de la scène politique géorgienne après ce fiasco sera sans doute source de revirements d'alliances - comme après les révolutions colorées d'Ukraine et d'ailleurs...

### **Les incertitudes d'un ordre mondial guerrier et socialement régressif**

Moscou affiche son indifférence aux mesures de rétorsions avancées - la crise actuelle de l'OMC et

du FMI, l'enlèvement des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, les divisions visibles des Etats membres de l'UE sur l'indépendance du Kosovo et sur l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, lui donnent des marges pour avancer dans ses buts stratégiques : neutraliser la Géorgie, bloquer les projets de routes du pétrole et du gaz contournant la Russie, avancer les pions des multinationales russes dans le Caucase (comme c'est fait dans les Balkans), utiliser l'arme de l'énergie dans les choix politiques des pays dépendants des ressources et voies russes.

Mais l'offensive de Moscou peut aussi raidir contre elle un certain nombre de gouvernements (y compris dans les élargissements de l'OTAN ou la reconnaissance du Kosovo) ; et la Russie a aussi perdu là où Washington a pu avancer sur des points de blocages de sa stratégie de « sécurité » : les Etats-Unis ont en effet exploité l'offensive russe pour faire pression sur le gouvernement polonais qui - comme celui de la république tchèque -, se confrontait à de fortes oppositions populaires à la présence de boucliers étasuniens anti-missiles tournés clairement contre la Russie. Le pacte qui vient d'être signé à Varsovie (souvent rapproché de l'épisode des fusées soviétiques à Cuba en 1962...) pourrait avoir des conséquences « désastreuses pour l'Europe et pour toute la planète » nous dit William Engdahl [1].

En même temps, la tentative de Washington d'opposer à l'axe Russie-Arménie-Iran un axe Géorgie, Azerbaïdjan, Turquie est loin d'être consolidée : l'Azerbaïdjan, notamment, cherchant à ménager Moscou (et à conserver après le sanglant conflit de 1988-1994 le Haut-Karabach à majorité arménienne) n'est pas candidate à l'OTAN. Elle est la seule à pouvoir acheminer son pétrole vers les marchés européens en contournant la Russie par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyan - BTC- qui traverse la Géorgie et Turquie. Le BTC n'a pas été affecté par les bombardements russes, mais un pont ferroviaire a été détruit en Géorgie, obligeant British Petroleum (BP) principal opérateur des gisements d'Azerbaïdjan, à cesser l'achement par wagons citernes vers la Mer Noire. D'où l'augmentation de l'utilisation de l'oléoduc passant Bakou-Novorossiisk passant par la Russie...

Le projet Nabucco (également censé transporter le gaz caspien vers l'Europe en évitant Russie) est au point mort à Bakou pendant que Moscou construit un oléoduc concurrent...

Bien des alliances sont incertaines autant que l'issue des élections aux Etats-Unis...

Un nouvel ordre multipolaire émerge. Mais il demeure propagateur de guerres et de régressions sociales, comme d'oppressions nationales ; et le régime Poutine (comme la Chine) n'y est porteur d'aucune alternative progressiste, ni au plan social, ni sous l'angle démocratique.

---

### **Encart : petits Etats et grandes puissances dans des rapports de propriété évolutifs...**

La quête d'une reconnaissance culturelle et politique face aux dominations conflictuelles des grands empires (de Perse, ou Byzance, puis ottoman - contre la Russie) s'est traduite pour les chrétiens orthodoxes géorgiens par une « union volontaire » à la Russie au début du 19<sup>e</sup> siècle ; puis elle s'est retournée contre la russification imposée par Moscou et un certain racisme grand-russe...

Mais quand il a cherché à affirmer à son tour sa souveraineté sur un territoire où se trouvaient d'autres communautés, le nationalisme géorgien est lui-même devenu « unitariste » et dominateur. Et c'est pourquoi, en conflit avec les Géorgiens, les Ossètes (chrétiens orthodoxes, eux- aussi mais

parlant une variante de persan) ont été les premiers points d'appui historiques de Moscou dans sa conquête du Caucase au 18<sup>e</sup> siècle avec la fondation de leur territoire de la ville impériale de Vladikavkaz (porte du Caucase) – une conquête qui s'est achevée un siècle plus tard par la soumission du peuple Tchétchène, voisin.

Mais les mariages entre Ossètes et Géorgiens étaient possibles voire fréquents – un certain Staline était le fils d'un tel couple mixte... Ce sont les choix politiques dictatoriaux de construction d'Etats nationaux des uns sur le dos des autres, les inégalités et injustices, qui sont la cause des conflits... Agissant à la tête du pouvoir du Kremlin, Staline a instrumentalisé les questions nationales dont il avait la charge en URSS, à la fois dans un sens de domination grand russe (dénoncée par Lénine peu avant sa mort) et de sélection des peuples réputés « fidèles » ou au contraire suspects de contestation ou subversion du pouvoir en place. La distribution des territoires et les déportations de peuples entiers (comme les Tatars de Crimée), l'échafaudage des républiques autonomes et des droits nationaux permirent de diviser, tout en accordant quelques droits subalternes, en régnant de façon dictatoriale. Les Ossètes ont été d'autant plus favorables à Moscou qu'ils avaient été majoritairement bolcheviks confrontés à une Géorgie à la fois menchevik et unitariste... Il n'empêche, qu'en accordant un statut d'autonomie aux Ossètes, le Kremlin a aussi exploité la barrière montagneuse du Caucase, pour intégrer l'Ossétie du Nord au sein de la fédération russe, et l'Ossétie du Sud en Géorgie.

Mais les frontières internes à l'URSS (parfois dotées d'une certaine historicité ou visant à affaiblir telle ou telle nationalité suspecte) allaient se transformer en véritables frontières d'Etat après son éclatement proclamé par Boris Eltsine. Des minorités allaient se trouver piégées au sein d'Etats qui en niaient d'autant plus les droits qu'elles apparaissaient comme les chevaux de Troie de Moscou. La dissolution de l'URSS fut en réalité affirmation de la fédération de Russie par B. Eltsine au moment où il lançait la thérapie de choc libérale, en 1991... Le contrôle des nouveaux Etats impliquait aussi celui d'un territoire, de ses richesses, et des devises issus des échanges extérieurs – quand il y avait des ressources, notamment énergétiques, à exporter. La fédération russe comportait l'essentiel des ressources énergétiques qu'elle allait pouvoir « monnayer » au prix fort à ses anciens partenaires...

Dans quelle architecture de rapports de propriété et de rapports mondiaux allaient s'inscrire les nouveaux oligarques qui ont bénéficié de montages financiers opaques de la restauration capitaliste ? Les nouveaux « élus » allaient instrumentaliser le nationalisme à la fois contre Moscou et en substitut à un programme social protecteur – tout en étant menaçants contre toutes les minorités qui cherchaient éventuellement protection vers Moscou... Le clientélisme et la corruption se sont généralisés, n'épargnant en réalité aucun des nouveaux régimes. Mais sous l'ère Eltsine, les oligarques ont eu tendance à ériger des fiefs contre le pouvoir central – qui a perdu jusqu'à ses capacités à faire payer des impôts... Le règne de Poutine signifia le rétablissement d'une hiérarchie et du pouvoir central fort (manifeste à la fois dans la mise au pas des oligarques, et dans la deuxième sale guerre de Tchétchénie), sources d'une certaine popularité. Mais cela lui permet en même temps d'imposer des rapports marchands intérieurs, c'est-à-dire un nouveau code du travail et des prix des biens de base que le patronat du Medef applaudirait des deux mains...

---

## Notes

[1] Défense anti-missile : Le Monde se rapproche d'une guerre à cause de Washington : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=9980>. Voir sur ESSF : [Défense anti-missile : Le monde se rapproche d'une guerre à cause de Washington et de la Pologne](#)